

L'éducation à l'orientation professionnelle dans l'enseignement obligatoire à temps plein en Europe

L'ÉDUCATION À L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE DANS L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE À TEMPS PLEIN

BELGIQUE (COMMUNAUTÉ FRANÇAISE)

Année scolaire 2007/2008

Dès 1914, la Belgique avait instauré une période d'obligation scolaire pour les enfants et adolescents âgés de 6 à 14 ans. En 1983, cette période d'obligation scolaire a été étendue jusqu'à 18 ans. L'obligation scolaire est applicable à tout mineur pendant une période de douze ans. Ainsi, dans le respect de l'étalement de l'année scolaire (de début septembre à fin juin de l'année qui suit), celle-ci prend cours l'année où il atteint l'âge de six ans et se termine dans l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de dix-huit ans.

L'enseignement est obligatoire à temps plein pour les élèves âgés de 6 à 15 ans. Il s'étend sur les six années de l'enseignement primaire et les trois premières années du secondaire. L'enseignement secondaire est divisé en trois cycles (*degrés*) d'une durée de deux années chacun. Le 1^{er} *degré* consiste en un enseignement commun pour tous les élèves. Afin de permettre un parcours pédagogique différencié et mieux adapté aux besoins de certains élèves, ces deux premières années peuvent également être organisées de manière différenciée. Les 2^e et 3^e *degrés* consistent en un enseignement général, technique, professionnel et artistique. Le moment clé d'orientation des élèves correspond au passage au 2^e *degré* ou au 3^e *degré* où les élèves doivent faire le choix entre les sections de transition (appelées également "humanités générales et technologiques" ayant comme finalité première la préparation à l'enseignement supérieur, tout en permettant l'entrée dans la vie active) et les sections de qualification (appelées également "humanités professionnelles et techniques" qui préparent à l'entrée dans la vie professionnelle tout en permettant la poursuite des études dans l'enseignement supérieur).

L'obligation scolaire se prolonge jusqu'à 18 ans mais à partir de 16 ans ou 15 ans (si l'élève a terminé une 2^e année de l'enseignement secondaire), il est possible de répondre à cette obligation en suivant un enseignement secondaire ou une formation professionnelle en alternance.

Le mineur peut également satisfaire à l'obligation scolaire en suivant un enseignement à domicile, si celui-ci répond aux conditions fixées par le Gouvernement.

CADRE LÉGAL ET OBJECTIFS NATIONAUX

Le Conseil de l'éducation et de la formation (Conseil consultatif rassemblant 28 organisations membres) a produit en 2002 un avis portant sur l'orientation et l'information sur les études, les formations et les métiers. L'orientation y est définie, elle consiste à "permettre à l'individu de se mettre en capacité de prendre conscience de ses caractéristiques personnelles et de les développer en vue du choix de ses études, de ses formations et de ses activités professionnelles, dans toutes les conjonctures de son existence, avec le souci conjoint du devenir collectif solidaire et de l'épanouissement de sa personnalité et de sa responsabilité". Cette définition est à enrichir de la définition

européenne, fruit d'un accord des ministres européens en 2005, qui s'applique plus particulièrement au secteur de la formation et de l'orientation professionnelles des adultes: "L'orientation professionnelle est envisagée comme un processus continu d'appui aux personnes tout au long de leur vie pour qu'elles élaborent et mettent en œuvre leur projet personnel et professionnel en clarifiant leurs aspirations et leurs compétences, par l'information et le conseil sur les réalités du travail, l'évolution des métiers et professions, du marché de l'emploi, des réalités économiques et de l'offre de formation".

Le décret "Missions" ⁽¹⁾ de 1997 régit l'orientation scolaire et professionnelle au niveau de l'enseignement obligatoire. Il définit les procédures et attribue les responsabilités dans le système d'orientation aux différents acteurs: le Conseil de classe (incluant le chef de l'établissement et les enseignants), les Centres psycho-médico-sociaux (CPMS), les parents.

Le décret du 19 juillet 1993 attribue la compétence de la formation professionnelle à la Région wallonne et à la Commission communautaire française (Cocof) pour la Région de Bruxelles-Capitale. Ainsi le Forem (Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi) est chargé de l'emploi, de la formation en Région wallonne, tandis que Bruxelles Formation (Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle) est chargé de la formation professionnelle des francophones sur la Région de Bruxelles-Capitale. Le Forem et Bruxelles Formation offrent des services d'information, d'accompagnement et d'orientation aux personnes et aux entreprises.

RESPONSABILITÉS

Les Centres psycho-médico-sociaux (CPMS) sont des centres tri-disciplinaires qui ont trois missions essentielles:

- promouvoir les conditions psychologiques, psychopédagogiques, médicales et sociales qui offrent à l'élève les meilleures chances de développer harmonieusement sa personnalité et de le préparer à assumer son rôle de citoyen autonome et responsable et à prendre une place active dans la vie sociale, culturelle et économique;
- contribuer au processus éducatif de l'élève, tout au long de son parcours scolaire, en favorisant la mise en œuvre des moyens qui permettront de l'amener à progresser toujours plus, et ce dans la perspective d'assurer à tous des chances égales d'accès à l'émancipation sociale, citoyenne et personnelle. À cette fin les centres mobiliseront, entre autres, les ressources disponibles de l'environnement familial, social et scolaire de l'élève;
- dans une optique d'orientation tout au long de la vie, soutenir l'élève dans la construction positive de son projet de vie personnelle, scolaire, professionnel et de son insertion socioprofessionnelle.

⁽¹⁾ Décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre (décret du 24 juillet 1997).

Afin de garantir la qualité de l'exécution des missions, les activités du Centre doivent satisfaire aux programmes de base, communs aux Centres psycho-médico-sociaux qui comprennent notamment des activités de guidance, d'accompagnement et d'orientation. Ils ont, en outre, un programme spécifique ainsi qu'un projet de Centre.

Ces Centres dépendent du ministère de la Communauté française. Même s'ils interviennent souvent dans les établissements scolaires, ils sont dépendants de ceux-ci et leurs liens font l'objet d'un contrat.

Les Centres psycho-médico-sociaux partagent la responsabilité de l'orientation avec le Conseil de classe dans l'enseignement secondaire qui, lui, a la tâche de délivrer des attestations d'orientation en fonction des résultats obtenus par les élèves.

Les services d'information et d'orientation professionnelle s'adressant aux jeunes et adultes (notamment chercheurs d'emploi) sont organisés, pour la partie francophone du pays, sous la responsabilité du Forem et de Bruxelles Formation (formation des francophones pour la Région de Bruxelles-Capitale). Le ministère de la Communauté française ne joue aucun rôle, ce sont des organismes publics dépendant de la Région wallonne et bruxelloise. Toutefois, des concertations sont assurées dans une perspective de cohérence dans le cadre de l'éducation et de la formation tout au long de la vie.

L'ÉDUCATION À L'ORIENTATION DANS LE CURRICULUM

L'éducation à l'orientation n'est pas incluse dans le curriculum de l'enseignement obligatoire en tant que matière à part entière ou comme une approche transversale.

Cependant, les articles 21 à 23 du décret "Missions" font une obligation à l'école et aux CPMS de prendre en charge l'orientation des élèves. Par le décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des Centres PMS, l'orientation comme mission des CPMS est affirmée. (*Voir bas de la page 5 concernant les CPMS et le premier degré*).

De plus, chaque établissement peut affecter l'équivalent de deux semaines réparties sur l'ensemble du troisième *degré* de l'enseignement secondaire à des activités destinées à favoriser la maturation par les élèves de leurs choix professionnels et des choix d'études qui en résultent. Ces activités font partie des études régulières de l'élève. Les membres du personnel qui coordonnent et guident ces activités sont en activité de service: ce sont des enseignants, des agents PMS, le plus souvent en collaboration.

Stages en entreprise dans le cadre du curriculum

Les stages pratiques ne font pas partie des activités curriculaires (programme) dans l'enseignement de transition (enseignement général et technique de transition).

Par contre, ils font généralement partie des activités curriculaires (programme) dans l'enseignement de qualification (enseignement technique de qualification et enseignement professionnel).

À l'issue de la scolarité à temps plein, le jeune peut poursuivre sa scolarité obligatoire dans l'enseignement secondaire en alternance. Cet enseignement est destiné notamment aux

élèves encore soumis à l'obligation scolaire à partir de 15/16 ans. Il est organisé ou subventionné au deuxième et au troisième *degrés* de l'enseignement professionnel ainsi qu'au troisième *degré* de l'enseignement technique de qualification. Il est dispensé dans un *centre d'éducation et de formation en alternance* (CEFA), lui-même rattaché à un ou plusieurs établissements d'enseignement secondaire de plein exercice organisant, au deuxième et au troisième degrés, l'enseignement technique de qualification et l'enseignement professionnel. L'année de formation peut se dérouler conformément au calendrier scolaire ou être organisée selon d'autres modalités. La formation peut être organisée en modules de formation. Les élèves peuvent être regroupés avec ceux de l'enseignement de plein exercice.

Le jeune peut également rencontrer l'obligation scolaire en participant à une formation professionnelle dispensée par l'IFAPME (Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises) en Wallonie et le SFPME (Service de Formation des petites et moyennes entreprises) à Bruxelles.

Cet enseignement (CEFA) ou cette formation professionnelle (IFAPME ou SFPME) comprennent, obligatoirement, des heures d'activités de formation de travail en entreprise. Il ne s'agit dès lors pas de stages en entreprise.

Le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Région wallonne et le Collège de la commission communautaire française (Cocof) ont avalisé le projet d'accord tripartite de coopération-cadre relatif à la Formation en alternance.

AUTRES FORMES D'ACTIVITÉS/DE SERVICES D'ORIENTATION

Contacts avec le monde professionnel

Des formations professionnelles qui répondent aux obligations scolaires des jeunes sont organisées (IFAPME ou SFPME), et ce en contact direct avec les entreprises (Cf. ci-dessus).

Dans le cadre de l'enseignement, des partenariats se nouent volontairement entre des écoles et des entreprises dans une perspective d'information sur les métiers et d'orientation (stages, visites, conférences, ...). Les Centres PMS coopèrent avec les CEFA (comme avec tous les établissements scolaires) mais ne sont pas compétents dans la formation professionnelle. Toutefois, ils peuvent conseiller celle-ci à certains élèves.

Services d'orientation à l'école

Le Conseil de classe (le chef de l'établissement et les enseignants) est, entre autres, responsable de l'orientation des élèves à l'école. Il associe à cette fin le Centre psycho-médico-social (voir ci-dessous) et les parents. Les décisions relatives au passage de classe, de cycle ou de phase et à la délivrance des diplômes, certificats et attestations de réussite au sein d'un établissement d'enseignement sont de la compétence du Conseil de classe.

Des établissements d'enseignement secondaire mettent en contact les élèves du premier *degré* par des visites ou de courts stages d'observation avec des établissements d'enseignement de même caractère organisant tant la section de transition que la section de qualification.

Selon la loi, les Centres psycho-médico-sociaux (CPMS) ont, entre autres, la mission d'orienter les élèves. Les agents qui y travaillent ont le rôle de mener des actions de guidance psychologique, médicale, sociale et d'orientation scolaire: ils se doivent d'informer les élèves, d'accompagner leurs choix de comportement, de les aider à découvrir leurs propres motivations et à élaborer leurs plans de carrière. Les CPMS sont des lieux d'accueil et d'écoute, où il y a des équipes pluridisciplinaires (conseillers psychopédagogiques, auxiliaires psychopédagogiques, auxiliaires sociaux, auxiliaires paramédicaux et médecins) soumises au secret professionnel. Les CPMS sont toujours disponibles pour les élèves et les parents. Ils fournissent à toutes les personnes qui en font la demande de l'information et/ou des avis concernant les possibilités en matière d'études, de formations, de métiers, de professions ainsi que sur le marché de l'emploi. Leurs services sont gratuits.

Dans le cadre de sa mission d'orientation, le Centre psycho-médico-social privilégie une approche globale de la maturation progressive des choix de l'élève, aidant celui-ci à faire le point sur lui-même, sur ses compétences, sur ses représentations par rapport aux métiers, études et formations et à se dégager des stéréotypes sociaux et sexistes. Le Centre inscrit sa mission d'orientation dans une optique d'orientation et de formation tout au long de la vie et travaille en partenariat avec les différents acteurs de l'orientation dans le monde scolaire mais aussi de l'emploi et de la formation.

Le Centre informe les élèves du 1^{er} *degré* de l'enseignement secondaire ordinaire sur les offres d'enseignement organisé et subventionné par la Communauté française ainsi que sur les offres de formation. Il sensibilise les élèves à une réflexion sur la construction du projet professionnel ou de formation. Le Centre propose aux parents une offre à la consultance pour recevoir, si nécessaire, les informations sur le système scolaire et sur l'adéquation enseignement -profession.

Le Centre informe également les élèves du 2^e *degré* du secondaire ordinaire sur les offres d'enseignement organisé et subventionné par la Communauté française ainsi que sur les offres de formation. Après en avoir formulé l'offre, le Centre répond aux demandes des élèves qui souhaitent une aide individualisée à l'orientation professionnelle ou de formation. Le Centre informe aussi les élèves du 3^e *degré* du secondaire ordinaire sur l'offre d'enseignement dans l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire ainsi que sur les offres de formation.

Tout le long du parcours scolaire de l'élève dans l'enseignement secondaire, le rôle du CPMS consiste à orienter ou à réorienter celui-ci. En cas de difficultés particulières, un diagnostic et un plan de traitement sont établis en accord avec l'école et les parents.

Concernant l'admission dans l'enseignement spécialisé, c'est le CPMS qui effectue l'examen pluridisciplinaire afin de conseiller l'orientation aux parents. Il doit également marquer son accord en cas de demande de fréquentation de l'enseignement ordinaire par un élève inscrit dans l'enseignement spécialisé.

Le CPMS intervient soit à la demande des jeunes, de leurs parents ou de l'école, soit de sa propre initiative, dans des circonstances diverses.

Chaque Centre assure la guidance pour une série d'établissements scolaires. Les CPMS peuvent faire une intervention collective (séances d'informations, maturation vocationnelle,

éducation au choix, tests, etc.) au sein des écoles avec lesquelles ils sont liés par contrat. Ils peuvent également accueillir des élèves individuellement (entretiens, suivis de tests, réorientation, etc.) dans les écoles où ils ont souvent un bureau ou dans leurs propres locaux.

Services d'orientation hors école

Il existe des ASBL telles que le SIEP (Service d'information sur les études et les professions), le CEDIEP (Centre de documentation et d'information sur les études et professions) ainsi que des initiatives sectorielles (par exemple, Technopass, centre de ressources et de documentation des métiers industriels).

QUALIFICATIONS DU PERSONNEL CHARGÉ DE L'ORIENTATION

Dans les écoles

L'enseignant est un acteur de l'orientation dans le cadre du Conseil de classe qui délivre l'attestation d'orientation (attestation A: réussite; B: réussite avec restriction à certaines orientations d'études; C: échec). Lors des Conseils de classe centrés davantage sur les conseils d'orientation donnés à l'élève, le Centre PMS éclaire les enseignants par les données dont il dispose sans que cela justifie des interventions systématiques, en fin de degré.

Il n'existe pas de formation à l'orientation dans la formation initiale des enseignants. Des modules de formation continue sont proposés parfois conjointement avec les agents des CPMS.

Le décret "Missions" spécifie les qualifications requises pour le personnel des CPMS, à savoir celles de psychologue, d'infirmière ou de travailleur social. La formation continue pour les personnels des CPMS est de deux types: obligatoire (6 1/2 journées) et volontaire (6 1/2 journées). Elle est organisée à trois niveaux: en interréseaux, au sein des réseaux d'enseignement et au niveau de chaque pouvoir organisateur (les pouvoirs organisateurs peuvent faire appel à différents opérateurs de formation). Aucune formation initiale diplômante universitaire ou autre n'existe pour les futurs orienteurs. Ceux-ci se forment dans leur propre organisation ou trouvent des modules de formation continue.

Le Conseil Supérieur de la Guidance PMS étudie tout ce qui concerne l'évolution de la législation et de la formation pour les centres PMS dans un souci de qualité. Il rend des avis au Gouvernement.

COOPÉRATION ENTRE ÉCOLES, MONDE DU TRAVAIL, PARENTS ET AUTRES ACTEURS

La coopération entre les écoles, les CPMS, les parents, les anciens élèves et d'autres acteurs concernés est recommandée dans le cadre du décret "Missions", mais elle dépend des initiatives individuelles des établissements scolaires. Les partenaires extérieurs peuvent être des services d'orientation des universités, des hautes écoles, des services publics (le Forem, Bruxelles Formation, les Carrefours Emploi Formation, etc.), des ASBL (telle que le SIEP, CEDIEP, Inforjeunes, etc.). Par exemple, les CPMS organisent ou sont associés à des opérations-carrières. Plusieurs CPMS préparent et/ou encadrent les élèves qui

participent aux salons. Il y a des partenariats CPMS-écoles pour organiser des activités dans le cadre de l'éducation au choix ou de la maturation professionnelle. L'école peut organiser des rencontres avec les Carrefours Emploi Formation (qui dépendent du Forem) ou avec des services d'orientation universitaire (CIO ou SOU). De nombreuses activités existent, mais sont liées au dynamisme et à l'initiative de l'école et/ou du CPMS.

ACCÈS À L'INFORMATION SUR L'ORIENTATION

Le gouvernement de la Communauté française met à la disposition des établissements d'enseignement secondaire des informations relatives aux études supérieures avec indication des exigences propres à chacune des filières. Elles sont présentées sous forme de publications par exemple: *L'enseignement supérieur. Mode d'emploi*: <http://www.enseignement.be/gen/syst/sup.pdf>

La Communauté française met à la disposition du public jeune en enseignement obligatoire, un site d'information "Mon métier, mon avenir" (<http://www.monmetiermonavenir.cfwb.be/>).

La plateforme d'information "Horizons emploi" propose une base de données sur les métiers et les formations professionnelles. Ce nouveau site intègre les données de Formabanque et de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique. Une collaboration est en cours avec Bruxelles Formation (<http://www.leforem.be/former/horizonsemploi-index.html>).

Quelques références Web

L'enseignement en Communauté française: <http://www.enseignement.be>

Le FOREM: <http://www.leforem.be>

Bruxelles Formation: <http://www.bruxellesformation.be>

Sources

1. Country report (CEDEFOP)
2. Politiques d'orientation dans la société de la connaissance. Tendances, défis et réponses en Europe. Rapport de synthèse du Cedefop. Ronald G. Sultana. Cedefop Panorama series; 100. Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2004.
3. Eurybase; Eurydice.
4. Orientation professionnelle et politique publique. Comment combler l'écart. OCDE 2004.
5. Le Conseil de l'éducation et de la formation (CEF). L'orientation dès l'école obligatoire et tout au long de la vie. Dossier d'instruction. 2007 et Avis 98.
6. CEF. L'orientation des adultes et des jeunes dans le cadre de l'insertion et de la formation professionnelles. Dossier d'instruction. 2007 et Avis 97.
7. CEF. Une démarche d'orientation au 3^e degré dans le cadre des deux semaines octroyées par le décret "Missions". 2008 et Avis 101.